

La Suisse est-elle trahie à l'UE?

par Christoph Blocher, anc. conseiller fédéral

**Discours tenu le 4 septembre 2010 à l'invitation de
l'UDC du canton de Zurich à l'Hôtel Marriott, Zurich**

La version orale et la version écrite du discours font foi.

L'orateur se réserve le droit de s'écarter fortement de son manuscrit!

Table des matières

I.	La stratégie de la reconnaissance?.....	3
II.	La stratégie de la voie bilatérale?.....	4
III.	La stratégie du groupe de travail?.....	5
IV.	Quelque chose est pourri dans l'Etat de la Suisse	7
V.	L'état de l'UE par rapport à celui de la Suisse.....	9
VI.	Débat UE: pourquoi justement maintenant?	12
VII.	Tout cela a déjà existé	16
VIII.	La fameuse pression de l'extérieur	17
IX.	Une "nouvelle souveraineté" par l'abandon de la souveraineté?.....	17
X.	Le serment des conseillers fédéraux	21
XI.	L'objectif est l'objectif.....	21
XII.	L'objectif de la politique extérieure suisse	23
XIII.	La voie de la Suisse	24
XIV.	Les élections décideront	25

Mesdames et Messieurs,

"**La Suisse est-elle trahie à l'UE?** Voilà le titre de ce discours. Jetons pour commencer un regard sur la politique extérieure de la Suisse:

I. **La stratégie de la reconnaissance?**

Jeudi, 19 août 2010: le Conseil fédéral invite à la conférence de presse. Une certaine tension règne, car le gouvernement a l'intention d'annoncer le résultat de sa **séance spéciale sur la politique européenne**. Le public, lui, est encore plus attentif, car il s'agit d'une question décisive: comment le Conseil fédéral entend-il défendre **notre patrie**?

Mais pour commencer on annonce un sujet d'une importance fondamentale pour le pays: la **représentation de la Suisse** au sommet de l'environnement de Cancun après la démission de Moritz Leuenberger. Comme si l'avenir de la Suisse en dépendait.

Mais les informations sont rassurantes: "Monsieur le Conseiller fédéral Moritz Leuenberger a annoncé hier au Conseil fédéral qu'il était à disposition au cas où son successeur avait des problèmes d'agenda." ¹ Tout le monde en prend acte avec reconnaissance.

Madame la Présidente de la Confédération est d'ailleurs **reconnaissante** tous azimuts au nom du Conseil fédéral:

- le Conseil fédéral est reconnaissant du nouveau lancement du **débat européen**;
- le Conseil fédéral est reconnaissant à la **présidente du Nouveau mouvement européen Suisse** qui, par son intervention, a provoqué cette séance spéciale du Conseil fédéral;
- le Conseil fédéral est **reconnaissant** à l'organisation économique faîtière suisse economiesuisse d'avoir publié des **études sur la politique européenne**;
- le Conseil fédéral est **reconnaissant** à la Conférence des cantons pour les **documents sérieux** qu'elle a publiés;

¹ Conférence de presse du Conseil fédéral du 19.8.2009.

- le Conseil fédéral est **reconnaisant** à l'organisation **Avenir Suisse** d'avoir pris position et aux **nombreux experts** qui ont donné leur avis;
- tout cela a été un "**précieux soutien**" pour le Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral **n'est pas reconnaissant** d'une seule chose, c'est-à-dire au **peuple suisse d'avoir dit non à l'EEE** en 1992, préservant ainsi la Suisse d'une adhésion à l'UE. C'est pourtant à ce choix du peuple que la Suisse doit d'être aujourd'hui en position nettement meilleure et aussi plus libérale que si elle était membre de l'UE.

II. La stratégie de la voie bilatérale?

La présidente de la Confédération passe enfin à la politique européenne. Elle dit textuellement ceci (traduction de l'allemand): "**Le Conseil fédéral est arrivé à la conclusion (...) que la voie bilatérale laisse toujours assez de marge de manœuvre pour défendre les intérêts de la Suisse. Elle constitue toujours le meilleur moyen pour ancrer parfaitement notre pays dans l'espace européen.**"²

Quelques minutes plus tard, la ministre des affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey, qui est assise à côté de la présidente de la Confédération, dit textuellement ceci: "**A court terme, Mesdames et Messieurs, une adaptation de la voie bilatérale est indispensable, car la poursuite de la voie bilatérale selon les modalités actuelles n'est pas pensable.**"³

Cette contradiction fait sursauter un journaliste qui, malgré l'heure matinale (pour les journalistes), a écouté attentivement les déclarations. Il demande donc poliment, presque timidement, à la présidente de la Confédération (traduction de l'allemand): "J'ai du mal à vous comprendre. D'un côté vous dites que, selon le Conseil fédéral, la voie bilatérale peut être poursuivie; de l'autre côté, Madame Calmy-Rey vient de dire qu'une adaptation à court terme de la voie bilatérale était indispensable et évoque un accord-cadre avec l'UE ou une adhésion à l'EEE. Où est le dénominateur commun de ces déclarations?"

² Doris Leuthard, présidente de la Confédération, à la conférence de presse du Conseil fédéral du 19.8.2010.

³ Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale, à la conférence de presse du Conseil fédéral du 19.8.2010.

Madame Calmy-Rey veut répondre immédiatement, mais la présidente de la Confédération l'interrompt en déclarant: "**L'EEE et l'accord-cadre, ce sont des mots qui sont fréquemment utilisés alors que ni vous ni nous ne savons exactement ce que serait matériellement un accord-cadre. (...) Nous avons lu des informations sur un EEE light. Je ne sais pas exactement ce que cela veut dire. Ce sont des notions (...) dont le Conseil fédéral ne se sert pas, ne se sert volontairement pas.**"

Malheureusement, Madame Calmy-Rey avait dit juste avant: "**Pour surmonter les difficultés, nous devons, d'une manière ou d'une autre, que ce soit par un accord-cadre ou l'EEE, fixer des règles et des procédures qui permettent de garantir l'homogénéité du droit applicable.**"

Le journaliste comprend naturellement de moins en moins et repose sa question comme c'est d'ailleurs son devoir. Il se fait proprement remballer; on lui dit qu'il a assez posé de questions et qu'il est temps d'en venir à d'autres journalistes.

Le journaliste suivant appelé à poser sa question se montre aussi très poli et même un peu hésitant: "**L'EEE est-il inclus ou ne l'est-il pas?**"

Mesdames Leuthard et Calmy-Rey répondent dans une confusion orchestrée: "Oui, c'est possible" – "C'est pour cela que nous disons que c'est ouvert" – "Nous avons dit que c'étaient les fils rouges". Et le journaliste d'insister une nouvelle fois: "Donc, une adhésion formelle à l'EEE est comprise?" Madame Calmy-Rey se lance: "Ecoutez...", mais elle se fait interrompre une fois de plus par Madame Leuthard: "Non avec le secteur des services – le Conseil fédéral l'a d'ailleurs déjà dit – le secteur des services n'est pas pensable pour nous." Les journalistes rient.

Et Madame Leuthard de déclarer: "Je ne sais pas ce que cela a de drôle, mais cela est ainsi, c'est une décision du Conseil fédéral."

III. La stratégie du groupe de travail?

Madame Leuthard a raison: même si cette intervention était risible, il n'y a en réalité pas de quoi rire.

Le Conseil fédéral ne connaît ni l'objectif de la stratégie UE du Conseil fédéral, ni la voie qui devrait y conduire. Ou ne peut-il ou ne veut-il pas en parler ouvertement? Où est la vérité?

La conférence de presse n'a rien apporté – même si le lendemain tous les journaux, de la NZZ" au "Blick", ont sagement annoncé: "**Le Conseil fédéral mise sur la continuité dans ses rapports avec l'UE et poursuit la voie bilatérale.**" C'est ce qui était dit dans le communiqué de presse.

Mais que cela signifie-t-il?

- **L'adhésion à l'UE est-elle cet objectif stratégique** que le Conseil fédéral avait déjà formulé en 1992 et qu'il avait concrétisé en formulant une demande d'adhésion **qui est toujours déposée à Bruxelles?**
- Ou s'agit-il d'un **projet en travail** comme l'avait formulé **en 2000** l'ancien conseiller fédéral Joseph Deiss⁴?
- **Ou l'adhésion à l'UE est-elle une "vision"** comme l'a formulé le PLR⁵?
- **Ou l'adhésion à l'UE est-elle une revendication politique** conformément aux programmes politiques du PLR, du PDC, du PS et des Verts?
- ou l'adhésion n'est plus, officiellement du moins, un objectif stratégique, mais une **"option à long terme"** comme cela a été décidé durant ma période de fonction au Conseil fédéral en **2005**?
- Ou l'adhésion à l'UE reste-t-elle **"une option pour la Suisse"** comme cela est indiqué dans le rapport de politique extérieure 2009?

Nous ne le savons pas. Et le Conseil fédéral ne le sait manifestement pas non plus. Mais que fait la politique quand elle ne sait pas? Elle fonde un groupe de travail. Et fait rire alentours.

^{3a} Communiqué de presse du Conseil fédéral, 19.08.2010

⁴ Joseph Deiss dans l'aula de l'Université de Zürich, 29.5.2000, dans: „Neue Zürcher Zeitung“, 30.5.2010.

⁵ „Vision 2007“ du Parti radical-démocratique suisse.

Le Conseil fédéral se conforme lui aussi à ce cliché: il forme un **groupe de travail chargé de préparer avec l'UE des propositions de solution pour les questions institutionnelles.**⁶

IV. Quelque chose est pourri dans l'Etat de la Suisse⁷

Mais que se passe-t-il donc dans l'Etat suisse? On ne peut tout de même pas charger un groupe de fonctionnaires de définir des objectifs stratégiques! Et encore moins un groupe de travail politique composé de représentants de la Suisse **et** de l'UE! L'UE définira-t-elle à l'avenir la stratégie de la Suisse à l'égard de l'UE? C'est tout de même un peu fort!

La compétence de définir des objectifs stratégique appartient au gouvernement qui est lié par les lois suisses et par la Constitution fédérale, et non pas à quelques fonctionnaires. Mais quel est ce gouvernement qui délègue ses tâches premières à des fonctionnaires subordonnés?

Or, nous savons très bien que l'administration meurt d'envie d'entrer dans l'UE et qu'elle travaille nuit et jour à la réalisation de cet objectif (excusez-moi: pas la nuit, sinon on facturerait des heures supplémentaires).

Mais sur un point, le Conseil fédéral parle clair, c'est-à-dire concernant la demande d'adhésion déposée à Bruxelles depuis 18 ans. Un journaliste a en effet demandé lors de la conférence de presse du 19 août 2010 si le Conseil fédéral avait également discuté d'un retrait de la demande d'adhésion. Non, lui a répondu la présidente de la Confédération, ajoutant que la demande d'adhésion était "au frigo" et qu'elle y resterait. En clair: le Conseil fédéral a déposé une demande d'adhésion à Bruxelles et refuse de la retirer. Il refuse de fournir même cette petite preuve de son souci de sauvegarder l'indépendance de la Suisse.

Comment peut-on espérer avoir la moindre crédibilité en affirmant l'indépendance de la Suisse alors qu'une demande d'adhésion dort depuis bientôt vingt ans dans un tiroir bruxellois?

⁶ Le Conseil fédéral mise sur la continuité dans ses rapports avec l'UE et poursuit la voie bilatérale; communiqué de presse du Conseil fédéral du 19.8.2010.

⁷ "Something is rotten in the state of Denmark" – Quelque chose est pourri dans l'Etat du Danemark, "Hamlet" de William Shakespeare (1564-1616).

Comment espère-t-on faire croire à l'UE que les accords bilatéraux sont une **alternative** par rapport à l'UE?

C'est une évidence: ces contradictions affaiblissent la position des négociateurs suisses chargés de préparer des accords. La duplicité du Conseil fédéral approfondit la division du pays. **Devant l'UE le Conseil fédéral fait comme si la Suisse allait adhérer, devant son propre peuple il dit le contraire.**

La majorité de la population ne se sent plus représentée par la politique du Conseil fédéral et de la majorité du Parlement.

Et comment l'UE peut-elle comprendre que la Suisse négocie âprement les moindres détails dans les accords alors que le gouvernement helvétique souhaite adhérer à l'UE plutôt aujourd'hui que demain?

J'ai de la compréhension pour les fonctionnaires UE s'ils sont troublés et s'ils ont du mal à admettre les âpres négociations suisses.

Pourquoi le Conseil fédéral ne retire-t-il pas enfin la demande d'adhésion?

Pour une simple raison: **parce que le Conseil fédéral veut entrer dans l'UE, mais refuse de le dire au peuple.**

N'écoute pas ce qu'ils disent, mais comprend ce qu'ils pensent et regarde ce qu'ils font – ou ce qu'ils ne font pas!

Ainsi nous parle-t-on aujourd'hui d'un groupe de travail composé de membres de l'administration qui est censé trouver jusqu'à la fin de l'année des réponses aux "**questions institutionnelles**".

Que signifie en clair "questions institutionnelles"?

On veut une nouvelle institution. Nos institutions constitutionnellement définies sont le gouvernement, le Parlement et le souverain. Mais on veut désormais en plus une institution composée de fonctionnaires de l'administration qui, sans le Parlement et, surtout, sans le peuple, impose en Suisse du droit UE en tout discrétion.

Cela signifie tout simplement que **le Conseil fédéral veut à l'avenir reprendre le droit UE sans en référer au peuple.** Il va de soi que l'UE y est, elle aussi, très intéressée.

Car presque vingt ans après le refus populaire de l'UE, le Conseil fédéral est toujours paralysé devant l'UE **comme le lapin devant le serpent**. La Suisse est pourtant un lapin bien nourri et agile. En réalité, c'est le serpent UE qui est malade. L'UE a accueilli à ce jour 25 Etats. De toute évidence, elle a présumé de ses forces et son état de santé en souffre. Peut-être devra-t-elle recracher quelques morceaux avalés avec trop de hâte.

V. L'état de l'UE par rapport à celui de la Suisse

Evaluons donc l'état de l'UE et comparons-le à celui de la Suisse. Mesdames et Messieurs, je peux vous faire un aveu aujourd'hui. L'appréciation de l'UE est pour moi beaucoup plus facile aujourd'hui qu'il y a 18 ans avant la votation sur l'EEE. **Lorsqu'en 1992 je menais le combat contre l'adhésion à l'EEE, j'ai passé des heures difficiles et de nombreuses nuits sans sommeil.** Comment se fait-il, me disais-je, que toute la Suisse officielle, toute la classe politique réunie, presque tous les partis, les associations économiques, les syndicats, tous les médias (sauf "Schweizerzeit", "Finanz und Wirtschaft" et "Schaffhauser Nachrichten"), toute l'élite scientifique et culturelle cherchaient par tous les moyens à pousser la Suisse dans l'EEE? Peut-être, pensais-je, ont-ils tout de même raison alors que mes estimations s'avéreront fausses à l'avenir. Peut-être cette organisation, que je considère comme une erreur intellectuelle, fonctionne-t-elle réellement? Et s'ils avaient raison en disant que la Suisse était perdue à l'extérieur de l'EEE?

C'était il y a 18 ans. Ces doutes et ces incertitudes se nourrissaient des déclarations des partisans de l'EEE qui annonçaient le pire pour la Suisse en cas de refus de l'adhésion: **toutes les personnalités connues du pays prédisaient que la Suisse allait perdre sa compétitivité.** La Suisse, disaient-ils, est menacée d'inflation, de hausses des taux d'intérêt, de chômage, d'un recul des investissements et d'une baisse des exportations si elle refuse d'entrer dans l'EEE.

- **Une annonce de l'association suisse de l'industrie des machines contenait une caricature me présentant comme un charmeur de rats qui conduit toute sa suite à la catastrophe et vers un abîme sans fond. Détails significatif des allures élitaires de cette époque: le souverain, donc les citoyennes et citoyens suisses, étaient qualifiés de rats stupides.**
- **Lorsque je tenais en Suisse romande un discours critique à l'égard de l'EEE, les affiches annonçaient "Le diable arrive à**

Fribourg"⁸. Donc un homme qui se battait pour l'indépendance de son pays était qualifié de diable qui menait la Suisse en enfer.

- Ma collègue au Parlement, la conseillère nationale Vreni Spoerry, déclarait alors au Parlement: "**Je tiens un non au contrat EEE pour un risque grave pour l'ensemble de notre économie.**"⁹
- Le négociateur suisse, l'ambassadeur Franz Blankart, affirmait en 1992: "Après cinq ans de marche solitaire nous prierons l'UE à genoux de nous accepter comme membre à n'importe quel prix."¹⁰
- Un économiste, que j'apprécie beaucoup par ailleurs, le professeur Silvio Borner, déclarait: "Je crois que le refus du contrat EEE déclencherait **une crise politique longue et difficile de notre système politique.**"¹¹
- Et Kurt Illi, directeur des transports publics de Lucerne, lançait tout simplement: "**La Suisse ne peut pas survivre sans EEE!**"¹²

Voilà un très petit extrait des milliers de prises de position, expertises, annonces et mots d'ordre qui ont marqué cette époque fort mouvementée.

Aujourd'hui, 18 ans plus tard, il s'avère qu'il existe aussi de faux prophètes – heureusement dans ce cas. Le charmeur de rats, ce n'était pas moi, mais les prophètes de malheur de cette époque.

Aujourd'hui, c'est une évidence pour tous: par rapport aux pays membres de l'UE, la Suisse se porte beaucoup à l'extérieur de l'UE et de l'EEE.

L'UE est dans une crise profonde. Elle a réuni 750 milliards d'euros pour protéger certains de ces membres contre une banqueroute imminente. Mais elle promet des milliards que personne ne possède. L'euro perd la confiance des marchés au point de tomber pour la première fois en dessous de 1.30 francs. Partout où l'on regarde, on ne voit que perplexité et embarras sur l'avenir de ce système multinational boursouflé.

⁸ „Die Weltwoche“, 9.10.2003.

⁹ Vreni Spoerry (FDP, Zürich) au Conseil national, 26.8.1992.

¹⁰ Franz Blankart, dans: „Die Weltwoche“, 26.11.1992.

¹¹ Prof. Dr. Silvio Borner, dans: „Cash“, 27.11.1992.

¹² Kurt Illi, dans: „Cash“, 27.11.1992.

Depuis des mois les euros affluent dans les banques suisses – non pas à cause du secret bancaire, mais parce que la confiance des gens dans l'euro fond comme la valeur de cette monnaie. De nombreux Européens achètent des francs suisses. Le "Sonderfall Schweiz", le cas particulier suisse tant honni par les élites, est tout à coup envié comme un exemple à suivre.

Mesdames et Messieurs, les événements qui se produisent actuellement dans l'UE ne constituent pas simplement une crise banale. Nous assistons aujourd'hui de manière spectaculaire à ce que nous tentons d'expliquer et de faire comprendre depuis vingt ans: **l'UE repose sur une erreur de construction intellectuelle. L'UE échouera – non pas l'Europe, mais l'UE.**

Jacob Burckhardt, le grand historien d'art bâlois, avait prévu tout cela au 19^e siècle déjà en mettant en garde contre une unification forcée de l'Europe (traduction de l'allemand): **"Les sauveteurs de l'Europe sont avant tout ceux qui la préservent d'une unité politique, religieuse et sociale forcée et d'un nivellement forcé qui menacent sa caractéristique spécifique, à savoir la riche diversité de son esprit."**¹³

La tentation de forcer des mentalités économiques et des cultures extrêmement diverses dans un carcan juridique uniforme et égalitaire et de leur imposer une même monnaie ne peut pas réussir.

La preuve vient de la pratique.

On écrit certes à **Bruxelles des articles de loi UE uniformes**. On les lit encore en **France**. On en rit en **Grèce**. On les paie en **Allemagne**. **Et si la Suisse était aujourd'hui membre de l'UE, elle se conformerait aux articles avant leur entrée en vigueur, elle paierait deux fois et elle s'en excuserait trois fois.**

Malheureusement, les conséquences des agissements des bureaucrates de Bruxelles ne sont pas aussi drôles. Le bilan des dégâts est monstrueux pour les gens d'Europe. Tout à coup les citoyens d'Europe se rendent compte que la constellation européenne n'a servi que les politiques, la classe politique, mais en aucun cas les peuples.

¹³ Jacob Burckhardt, édition complète, Weltgeschichtliche Betrachtungen – Historische Fragmente aus dem Nachlass, tome 7, éd. Albert Oeri et Emil Dürr, Bâle 1929, p. 370.

Les critères imposés aux pays de la zone euro en termes d'endettement et de déficits, donc les conditions de base pour l'introduction d'une monnaie unique, ne reposent sur rien. Sur les seize pays utilisant euros, onze, donc la majorité, font partie des mauvais élèves, car ils ne remplissent plus les conditions. Même les pays prétendument forts comme l'Allemagne et la France sont dans le groupe des cancre. Et personne ne peut les en empêcher.

Cela fait des années que l'euro est trop fort pour certains pays et trop faible pour d'autres. Cette situation a provoqué des développements catastrophiques. **Aucun Etat ne peut intervenir par sa propre banque centrale et sa propre monnaie.** On a privé les pays de ces deux instruments. La sortie du système euro, unique moyen de guérison des Etats en faillite, n'est pas prévue dans l'UE. Une sagesse fort ancienne se fait jour une fois de plus: **des monnaies politiques sans base économique solide n'ont jamais eu, dans l'histoire, un succès durable**¹⁴.

VI. Débat UE: pourquoi justement maintenant?

Bien que l'échec de la construction UE soit patent, le débat sur l'adhésion de la Suisse a été relancé cet été. Vers la mi-juillet, Avenir Suisse a demandé l'adhésion à l'UE ou du moins à l'EEE. Cette organisation se considère elle-même comme un organe de réflexion libérale qui entend soutenir des solutions conformes aux principes du marché libre. Et c'est précisément cette organisation prétendument libérale qui veut pousser la Suisse dans une UE vouée à l'échec. Douze auteurs écrivent ensemble un livre de 332 pages; aucun des auteurs de cet ouvrage, qui traite en sa partie principale de la souveraineté suisse, n'adopte une position critique à l'égard de l'UE. C'est normal: un esprit critique pourrait déranger ces penseurs autoproclamés.¹⁵ Mais où la réflexion et l'action libérales sont-elles donc restées?

La **conclusion simpliste du livre**, que les médias eurofanatiques ont bien sûr reprise avec enthousiasme, est aussi stupide que les **slogans de la propagande officielle avant la votation sur l'EEE: "Adhérer pour ne pas devoir adhérer."** Et aujourd'hui Avenir Suisse nous dit que **pour sauver sa souveraineté, la Suisse doit adhérer à l'EEE et**

¹⁴ Christoph Blocher: L'indépendance de la Suisse et l'erreur de construction qui affecte l'UE. Discours devant l'assemblée des délégués de l'UDC Suisse. Delémont, 26.6.2010.

¹⁵ Katja Gentinetta et Georg Kohler (éd.): Souveränität im Härtesten, Selbstbestimmung unter neuen Vorzeichen, Zurich 2010.

finalement à l'UE, donc sacrifier sa souveraineté pour être souveraine!

On ne sera guère étonné d'apprendre que l'instigateur et éditeur de cet ouvrage de propagande UE est Georg Kohler, professeur de philosophie à la retraite, et sa doctorante Katja Gentinetta, ancienne fonctionnaire du canton d'Argovie et aujourd'hui vice-directrice d'Avenir Suisse.¹⁶

L'isolation n'est pas une voie, ont déclaré ces deux théoriciens à la conférence de presse.¹⁷ Ils ont raison tous les deux.

Mais il y a un problème. Premièrement, l'isolation n'est pas une voie, mais un état. Deuxièmement, qui est isolé? Certainement pas la Suisse. **Tout le monde veut venir chez nous, sur cette île prétendument isolée et perdue: les pauvres qui peuvent mener une vie meilleure en Suisse, les riches qui refusent de se laisser plumer, les femmes et les hommes en quête de travail parce qu'ils trouvent en Suisse des emplois plus intéressants et mieux payés, les personnes profitant de la libre circulation, les dames d'Europe de l'est déambulant sur le Sihlquai à Zurich, les réfugiés, les requérants d'asile et, si j'observe bien, même une foule de gens de l'Afrique lointaine qui trouvent sans aucun problème cette Suisse isolée et perdue.**

Seules les personnes qui passent leur vie dans les espaces bureaucratiques sont isolées. Isolées de la vie réelle en Suisse et dans le monde! Isolés comme la bureaucratie bruxelloise à laquelle ils aimeraient bien tenir compagnie.

Il faut être très prudent quand on voit un organe de réflexion prétendument libéral et proche de l'économie comme Avenir Suisse renoncer à la collaboration d'auteurs authentiquement libéraux et proches du marché. Ces intellectuels et ces beaux esprits enfermés dans leurs bureaux n'ont sans doute pas encore remarqué que **la Suisse s'inscrit aux premières places de presque tous les classements mondiaux selon la prospérité, la capacité économique, la charge fiscale, la sécurité sociale, la satisfaction et la qualité de vie.** Mais qu'en est-il de l'UE?

Encore heureux que la plupart des associations économiques de Suisse aient réorienté leur position en politique européenne depuis le refus de

¹⁶ Dauerrednerin für das „Prinzip Frau“, dans: „Die Weltwoche“, 22.7.2010.

¹⁷ Spielraum für die Schweiz dank EWR- oder EU-Beitritt, NZZ online, 15.7.2010.

l'EEE. Ils ne veulent plus d'une adhésion à l'EEE ou à l'UE. L'association économique faîtière, economiesuisse, a publié mi-mai 2010 une étude sur la politique européenne de la Suisse.¹⁸ Elle y arrive au constat final que **la conclusion d'accords bilatéraux sectoriels avec l'UE était plus avantageuse que toute autre option.**

Il ne reste qu'à espérer que le nouveau patron d'Avenir Suisse rétablisse un certain ordre intellectuel dans cette officine. Gerhard Schwarz, ancien chef de la rédaction économique du journal "NZZ", a tout de même admis que cette récente propagande UE "couvre un large spectre d'opinions et donne des incitations à réfléchir, mais non pas des réponses absolues".¹⁹ **Cependant, si Avenir Suisse, qui est payé par l'économie, devait devenir le prolongement du bras du gouvernement et de l'administration fédérale au lieu d'en être le contrepoids, il faudrait songer à fonder un nouvel organe de réflexion, mais authentiquement libéral et défendant réellement l'économie de marché libre.** En ce qui me concerne, j'y participerais volontiers et je ne serais pas seul comme en témoignent les nombreuses lettres que je reçois.

"Repousser le débat européen" titrait récemment un article de l'ancien conseiller national Rudolf Strahm dans le "Tages-Anzeiger". La proposition d'une adhésion à l'UE "insécurise le public" et elle est contreproductive", affirme l'auteur qui conseille instamment de ne pas forcer le débat EE/UE cette année et l'année prochaine à l'approche des élections. "Par sagesse", dit-il. Pour préciser que "les partis et organisations qui sont pour une ouverture devraient éviter d'offrir à l'UDC sur un plateau d'argent des munitions pour la campagne électorale".²⁰ **Un indice de plus, si besoin en était, de la stratégie de nos adversaires: gagner du temps, travailler en cachette, court-circuiter les citoyens, plutôt nuire à l'UDC que de servir les intérêts de la Suisse.**

L'UE officielle a également profité de cet été pour renforcer la pression sur la Suisse. La visite de la présidente de la Confédération à Bruxelles a été une occasion bienvenue pour rouler les mécaniques à l'égard de notre petit pays. **Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, et José Manuel Barroso, président de la Commission, ont imposé la constitution d'un groupe de travail commun. Ils ont dicté clairement à la Suisse qu'elle devrait à l'avenir reprendre le droit européen en concluant des accords et aussi adopter les**

¹⁸ Suisse-UE, Bilatéralisme dans l'intérêt réciproque, étude d'economiesuisse, mai 2010.

¹⁹ NZZ online, 16.7.2010.

²⁰ Rudolf Strahm: Die Europa-Debatte verschieben, dans: „Tages-Anzeiger“, 17.8.2010.

changements futurs. Et accessoirement on a appris que l'UE attendait de la Suisse d'autres milliards pour secourir les pays membres pauvres.²¹

Il a aussi été clairement dit qu'une adhésion à l'UE signifierait la fin du franc suisse. L'ambassadeur UE nous a en effet fait savoir que le traité de Lisbonne ne prévoyait pas de monnaie indépendante pour les nouveaux membres.²²

Il va de soi que la Suisse officielle s'est laissé une fois de plus intimider par les gesticulations menaçantes de l'UE et qu'elle s'est lamentée bruyamment à cause de ces pressions croissantes et de la prétendue fin du bilatéralisme.

Mais le peuple suisse, lui, n'a jamais eu aussi peu envie d'entrer dans l'UE. **De récents sondages d'Isopublic indiquent que les trois quarts des Suissesses et des Suisses sont contre une adhésion.**²³

Curieusement, des commentateurs étrangers semblent mieux comprendre les Suisses que leurs confrères helvétiques. On a en effet pu lire ceci dans la "**Frankfurter Allgemeine**" il y a environ un mois: "**En roulant à travers la petite Suisse entre Zurich et Coire et en traversant ainsi quatre cantons (en réalité il y en a même cinq; le commentateur allemand a sous-estimé le fédéralisme suisse!), on se rend compte que Bruxelles est très loin. Des citoyens, qui sont appelés aux urnes même pour décider de plans de construction dans les communes ou pour élire les commissions scolaires, seraient peu enclins à accepter les processus de décision souvent opaques de l'Union européenne. Celui qui mise sur la liberté de l'individu ne peut être qu'horrorifié par les tendances d'uniformisation de la Commission européenne et les velléités égalitaristes dans bien des Etats UE.**"²⁴

Les responsables de l'UE savent évidemment depuis longtemps pourquoi les Suisses n'ont aucune envie de rejoindre leur organisation. On cherche en effet en vain un motif convaincant au niveau politique ou économique.

²¹ Europa im Sommer, dans: Die Zeit, 29.7.2010.

²² EU reagiert negativ auf die Beitrittsvariante „light“, dans: „Sonntag/MLZ“, 18.7.2010.

²³ EU-Beitritt beim Volk weiterhin chancenlos, dans: „Tages-Anzeiger“, 21.7.2010.

²⁴ Wie weiter auf dem Schweizer Sonderweg?, dans: „Frankfurter Allgemeine Zeitung“, 30.7.2010.

L'ancienne communauté de six pays s'est notamment formée pour **conforter la paix en Europe après la Deuxième Guerre mondiale**. Grâce à sa neutralité et sa volonté de défense, la Suisse avait réussi à se tenir à l'écart de cette lutte sanglante entre les peuples.

Par la suite, la **Grande-Bretagne** espérait, en adhérant à la CEE, retrouver une partie de son rôle de grande puissance mondiale. Petit pays, la Suisse n'a jamais eu de telles ambitions.

L'Irlande et quelques Etats du sud de l'Europe ont voulu entrer dans la Communauté pour gagner en prospérité – la Suisse dépassait en prospérité même le membre économiquement le plus fort de la CEE.

Pour les Etats d'Europe de l'Est, l'entrée dans l'UE était un moyen de se **débarrasser de leur passé communiste** – pays démocratique pratiquant le libre marché, la Suisse n'avait évidemment pas une telle motivation. Compte tenu de l'endettement massif des pays membres de l'UE, la Suisse serait plus que jamais un **contributeur net**.

Partant de ces constat, on ne peut qu'approuver la conclusion du commentateur de la "Frankfurter Allgemeine": "**Les Suisses sont certes des Européens convaincus; dans l'UE, ils seraient des membres à contrecœur.**"²⁵

VII. Tout cela a déjà existé

L'UE exige de la Suisse qu'elle adopte à l'avenir – **qu'elle soit membre de l'UE ou partenaire contractuel bilatéral – le nouveau droit UE via de nouveaux organes "institutionnels", donc sans avoir un mot à dire. Le nouveau groupe de travail composé de fonctionnaires UE et suisses est précisément censé décider de la manière dont cela se fera.**

Si notre gouvernement entre en matière sur les revendications de l'UE, cela signifiera que la **Suisse doit à l'avenir reprendre à son compte un droit UE qu'on ne connaît pas encore aujourd'hui.**

Cela était déjà prévu en 1992 dans l'EEE et cela serait le cas avec l'EEE actuel et à plus forte raison en cas d'adhésion à l'UE. Les Suisses refusant l'un et l'autre, l'UE espère forcer la Suisse par le

²⁵ Wie weiter auf dem Schweizer Sonderweg, dans: „Frankfurter Allgemeine Zeitung“, 30.7.2010.

biais des accords bilatéraux. Mesdames et Messieurs, il faut être extrêmement attentif à ce sujet. La résistance s'impose.

La reprise forcée de droit inconnu correspond à un rapport de type colonialiste. La Suisse deviendrait une colonie de l'UE. Comme autrefois l'Inde était une colonie de la Grande-Bretagne et le Congo était une colonie de la Belgique. Daniel Thürer, spécialiste de droit public, relève à juste titre que "l'EEE crée une hégémonie légalisée en faveur de l'UE." ²⁶

C'est bien pour cette raison que le Conseil fédéral a expliqué avant la votation sur l'EEE que, faute de droit de participation et de droit de veto, l'EEE ne saurait être une solution durable, mais devait conduire forcément à une adhésion à l'UE.

VIII. La fameuse pression de l'extérieur

Il est évident qu'il y a des pressions de l'extérieur. Cela fait 700 ans que le petit Etat suisse en subit. Dans "Wilhelm Tell" de Schiller, le jeune courtisan Rudenz, inexpérimenté mais manifestant des attitudes étonnamment modernes, donnait des leçons au baron von Attinghausen, un vieil homme connaissant les choses de la vie (traduction de l'allemand): **"C'est en vain que nous résistons au roi, car le monde lui appartient. Voulons-nous nous opposer avec obstination et rompre la puissante chaîne de pays dont il nous a entourés?"** (Cela aurait pu être écrit par bien des professeurs eurofanatiques – je pense bien sûr au contenu et non à la beauté des vers). Mais le vieux baron ne cède pas. **Il exige la résistance pour obtenir la liberté. Il refuse de s'aligner, car il veut vivre dans un pays souverain.**

IX. Une "nouvelle souveraineté" par l'abandon de la souveraineté?

Que signifie en fait souveraineté. Le lexique nous l'apprend (traduction de l'allemand): **"La souveraineté signifie le pouvoir de disposition d'un Etat sur son territoire, l'égalité des droits avec d'autres Etats et l'indépendance des autres Etats. Dans les démocraties, le peuple est le pilier de la souveraineté."**

²⁶ „Neue Zürcher Zeitung“, 27.11.1992.

La classe politique ne parle pas de l'abandon de la souveraineté. Normal, car on se rendrait compte que la Suisse y perd sa liberté de décider. Elle préfère affirmer que la souveraineté est **"exercée communément"**²⁷ dans l'UE. Ou que la souveraineté est simplement **"transmise"**²⁸. Les théoriciens d'Avenir Suisse ont trouvé une formule encore plus belle: **pour "préserver la souveraineté" il faut une "politique européenne prévoyante", écrivent-ils, pour ajouter qu'il faut examiner l'opportunité d'une adhésion à l'Espace économique européen et, à long terme, une adhésion à l'UE**²⁹. Du coup, la reprise forcée d'un droit étranger est présentée comme une sauvegarde et même un renforcement de la souveraineté nationale. **Prenons garde: quand les mots perdent leur signification, les peuples perdent leur liberté!**

Le 1^{er} août dernier nous avons entendu des paroles étonnantes de nos politiciens de gauche ou de centre-gauche. Le conseiller fédéral Moritz Leuenberger avait déjà déclaré devant le congrès annuel du PS: **"Nous devons adhérer à l'UE."**³⁰ Cette année il a affirmé lors de la fête du 1^{er} août à Uster que la voie bilatérale approchait de sa fin et que **"nous ferions bien de ne pas fermer les yeux aussi longtemps que possible comme avec le secret bancaire et de croire qu'un mythe peut durer éternellement."**³¹ Donc, la souveraineté qu'exige la Constitution fédérale et sur laquelle le conseiller fédéral Leuenberger a prêté serment n'est qu'un mythe pour lui. Une bien curieuse manière de concevoir sa fonction gouvernementale.

L'ancien conseiller fédéral Pascal Couchepin a répondu dimanche dernier ce qui suit à la question de savoir ce que le développement de l'UE signifiait pour la Suisse: **"Que nous devons nous adapter!"** Puis il a ajouté: **"Même si l'UDC avait cinq conseillers fédéraux et à condition que les cinq soient d'une intelligence moyenne, elle choisirait elle aussi la voie de l'adaptation"**.³² Il y a septante ans qu'un autre conseiller fédéral a lui aussi parlé d'adaptation.

²⁷ „Integration heisst im Verständnis der EU vielmehr: ‚Souveränität gemeinsam wahrnehmen‘.“ Franz Fischler, membre de la commission UE, Tiroltag Alpbach, 19.8.2001.

²⁸ „Die EU ist einzigartig. Die Mitgliedstaaten haben gemeinsame Organe eingerichtet, denen sie Teile ihrer einzelstaatlichen Souveränität übertragen haben (...).“ Hans-Gert Pöttering, anc. président du Parlement européen, <http://cdu-europa.de/meine-arbeit-in-europa/die-eu/was-ist-die-eu/>

²⁹ Avenir Suisse für Prüfung eines EWR- oder EU-Beitritts, dans: „Neue Zürcher Zeitung“, 16.7.2010.

³⁰ Bundesrat traktandiert EU-Beitritt, dans: „Sonntag/MLZ“, 18.10.2009.

³¹ Moritz Leuenberger: Mythen, Symbole und Clichés, allocution du 1^{er} août à Uster, 1.8.2010.

³² Couchepins Warnung, dans: „NZZ am Sonntag“, 29.8.2010.

Ensuite, Couchepin a justifié la nécessité d'une adhésion à l'UE par le fait que la valeur du franc suisse ne cesse de croître par rapport à celle de l'euro. Dans le logique de Couchepin, la force du franc suisse par rapport au dollar – qui valait encore quelque 5 francs dans les années soixante contre un peu plus d'un franc aujourd'hui – devrait nous contraindre de devenir immédiatement le 51^e membre des Etats-Unis d'Amérique et adhérer à la zone dollar. Et comme le franc suisse n'a pas cessé autrefois de prendre de la valeur par rapport au rouble, la logique de Monsieur Couchepin aurait voulu à l'époque que nous adhérons à l'Union soviétique. **Puisque l'ancien conseiller fédéral Couchepin considère cette logique comme "moyennement intelligente", on ose simplement espérer que jamais les conseillers fédéraux UDC ne tombent à ce "nouveau moyen"!**

L'ancienne chancelière de la Confédération, Annemarie Huber-Hotz, également une radicale, n'a pas eu de problème à s'inviter comme oratrice du 1^{er} août sur le Rütli puisqu'elle préside la société qui administre cette prairie. Pour elle, le secret bancaire, la foi en la souveraineté de la Suisse par rapport à l'UE et le marché prétendument libre ne sont que les mythes trompeurs.³³ Comme le conseiller fédéral Leuenberger, cette ancienne représentante du gouvernement qualifie de mythe la souveraineté nationale. Et, comme membre du parti radical, elle y ajoute le secret bancaire et le marché libre. **Qu'auraient donc répondu les fondateurs de la Confédération à de telles paroles prononcées sur le Rütli?**

Et comment auraient-ils réagi en lisant la phrase suivante dans la "**Neue Zürcher Zeitung**" du **20 août 2010**: "Mais un jour nous devons affronter la question suivante: adhérer ou persister dans **un semblant d'indépendance**?"³⁴

Si la Suisse a pu garder son indépendance jusqu'ici, c'est grâce à la décision du peuple, donc à la démocratie directe, mais certainement pas grâce à la sagesse des politiciens, fonctionnaires, représentants de l'économie, professeurs et médias. Bien au contraire: s'il en allait selon ces derniers, il y a belle lurette que nous serions dans l'UE. **La situation particulière de la Suisse, nous la devons à la forme particulière de notre Etat, à une Constitution qui, par le biais de la démocratie directe, donne aux citoyens la possibilité de décider en dernier ressort.** C'était le peuple qui, lors de la votation la plus importante du siècle passé, a décidé le 6 décembre 1992 de refuser l'entrée dans l'EEE, organisation préparatoire à l'adhésion à l'UE. **Si nous sommes**

³³ „NZZ online“, 1.8.2010.

³⁴ Integration ist unaufhaltsam, dans: „Neue Zürcher Zeitung“, 20.8.2010.

en meilleure position aujourd'hui que les Etats membres de l'UE, c'est grâce au "Sonderfall Schweiz", grâce au cas particulier de la Suisse avec sa démocratie directe unique au monde. Une adhésion à l'UE sacrifierait précisément cette démocratie directe.

Une fois de plus on tente de minimiser le problème. Récemment, **le spécialiste bernois de droit européen, le professeur Thomas Cottier**, a déclaré qu'une adhésion à l'UE n'aurait pas beaucoup d'effets sur la démocratie directe³⁵. Thomas Cottier a analysé pour la "Sonntagszeitung" toutes les votations populaires qui ont eu lieu au niveau fédéral depuis 1992 pour vérifier si les résultats étaient en opposition avec une appartenance à l'UE. Il arrive à la conclusion que des problèmes ne se seraient posés que dans un petit nombre de cas. Devrions-nous donc nous précipiter dans l'EEE ou dans l'UE? Attention! Peut-être ce "petit nombre de cas" est-il particulièrement lourd de conséquences pour notre pays.

Mais ce qui compte avant tout dans une démocratie directe, ce sont les votations qui n'ont pas lieu, donc ces innombrables lois que la classe politique renonce d'emblée à soumettre au peuple parce qu'elle sait qu'elle n'a aucune chance de les faire passer. Grâce au référendum, la Suisse a de toute évidence adopté moins de lois stupides que l'espace UE. Dans une Suisse membre de l'EEE ou de l'UE, nos politiques joueraient exactement le même jeu que leurs collègues de l'UE: quand on ne trouve pas une majorité pour une loi dans son propre pays, on la dépose à Bruxelles où elle finira par être imposée via l'UE.³⁶ **Car il ne faut pas oublier: le droit UE prime sur le droit national. C'est un fait incontestable.**

Il va de soi aussi qu'une adhésion à l'UE sonnerait le glas de la **neutralité** suisse qui a fait ses preuves pendant des siècles. On sait que l'UE cherche à mettre en place une politique extérieure, de sécurité et de défense commune, donc une union militaire. **Cette politique exclut la neutralité d'un membre.** Or, la neutralité est un des piliers les plus importants et les plus populaires de la Confédération.

La neutralité n'apparaît même plus dans le dernier programme politique du parti socialiste. Bien entendu nos élus politiques adoreraient participer au jeu des grands. Voilà pourquoi le peuple doit leur imposer des limites. Le peuple sait que c'est lui qui payera

³⁵ Thomas Cottier: Auswirkungen der Mitgliedschaft der Schweiz im EWR-Vertrag bzw. in der Europäischen Union auf durchgeführte Volksabstimmungen im Zeitraum 1992-2010, Institut de droit européen et économique de l'Université de Berne, 14. August 2010.

³⁶ Der Kolonialvertrag, dans: „Die Weltwoche“, 19.8.2010.

finalement l'addition que lui vaut la politique prétentieuse du département fédéral des affaires étrangères qui ne sert que de faire-valoir à son chef.

X. Le serment des conseillers fédéraux

Lorsqu'on entend qualifier de mythe ou de faux semblant l'indépendance de la Suisse, on ne peut s'empêcher de se rappeler le serment que doivent prêter les conseillers fédéraux, la chancelière de la Confédération et les parlementaires fédéraux:

"Je jure devant Dieu tout-puissant, de respecter la Constitution et les lois et de remplir en conscience les devoirs de ma charge."

Ils s'engagent donc à respecter la Constitution fédérale.

Or, cette Constitution stipule déjà en son article 2 ce qui suit: **"La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays."**

Et, selon l'article 173, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale prennent **"les mesures nécessaires pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse"**.

En clair, cela signifie que des actes officiels visant une adhésion à l'EEE ou à l'UE équivalent à une violation de la Constitution, donc à une rupture du serment de fonction.

XI. L'objectif est l'objectif

Il est beaucoup question de stratégie en politique étrangère. Mais qu'est-ce que la stratégie? Consultons encore une fois un lexique (traduction de l'allemand): **"La stratégie est une planification précise de sa propre marche à suivre; elle sert à atteindre un objectif en tentant de calculer par avance les facteurs pouvant influencer sa propre action."**³⁷

Il n'existe pas de stratégie sans objectif clair.

³⁷ Duden. Das Fremdwörterbuch, 1990, p. 745.

Où veut-on aller? Que veut-on atteindre? La stratégie est le plan permettant d'atteindre cet objectif. Mais quel est l'objectif de la politique UE du Conseil fédéral?

Depuis quelque temps on nous dit que l'objectif de cette politique est "d'ancrer la Suisse dans l'espace européen".³⁸ Mais que cela signifie-t-il? Refuse-t-on de parler en termes clairs – surtout à l'approche d'une année électorale?

Quand on s'interroge sur l'avenir, on reçoit pour réponse: **la voie bilatérale.**

Le PDC et le PLR, qui tous les deux mentionnent l'adhésion à l'UE dans leur programme politique, s'en distanceront durant l'année électorale et **invokeront la voie bilatérale.** Ils oseront même se qualifier de défenseurs inconditionnels de la voie bilatérale.

Seulement voilà: la voie bilatérale n'est pas un objectif, mais, comme son nom l'indique, c'est uniquement une voie.

Mais quelle est la destination de cette voie?

On dit parfois que le chemin est l'objectif. Il s'agit là d'une création verbale typique de notre société orientée vers les loisirs et le plaisir. On aime bien cette expression et on se sent rassuré. C'est une solution de facilité: comme il est parfois pénible de progresser vers un objectif, on dit que le chemin qui y conduit est l'objectif. Car celui qui n'a pas d'objectif, n'a pas besoin d'en atteindre.

On comprendra dès lors que c'est une expression favorite des politiques et des managers incompetents.

Mesdames et Messieurs: l'expression "Le chemin est l'objectif" est, en y regardant de plus près, complètement stupide. L'idée que le chemin à parcourir constitue l'objectif vaut tout au plus pour une promenade du dimanche en famille – et encore: les enfants savent en général très bien quel est l'objectif de la promenade: le café où ils pourront déguster une friandise.

³⁸ Doris Leuthard, présidente de la Confédération, à la conférence de presse du Conseil fédéral, 19.8.2010.

XII. L'objectif de la politique extérieure suisse

Mesdames et Messieurs, quel est l'objectif de la politique extérieure suisse?

Il fut un temps où le Conseil fédéral et la majorité du Parlement avaient fixé à la politique extérieure l'objectif stratégique de faire entrer la Suisse dans l'Union européenne. **C'était une erreur, mais cela avait le mérite d'être clair.**

Que faut-il penser des **déclarations** du **Conseil fédéral** ainsi que du **PDC** et du **PLR** quand ils affirment que l'adhésion à l'UE est hors de question? Que la voie bilatérale est la bonne?

Mais où la voie bilatérale nous conduit-elle?

Mesdames et Messieurs, l'objectif de la politique extérieure de la Suisse est fort simple à trouver. Il est clairement précisé dans **l'article 2 de la Constitution fédérale** où sont stipulées l'indépendance et la sécurité du pays. Il n'y a rien à y changer.

Et la Constitution poursuit impitoyablement en ses articles 173 et 185 où il est dit que le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale prennent "**les mesures nécessaires pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse**".

Que cela signifie-t-il par rapport à l'année 2010? Cela signifie la chose suivante:

L'objectif de la politique extérieure suisse est de sauvegarder la sécurité, l'indépendance et la neutralité de la Suisse. Voilà pourquoi la Suisse ne peut adhérer ni à l'EEE, ni à l'UE, ni à l'OTAN. Les accords bilatéraux doivent eux aussi répondre à cette exigence constitutionnelle. Ils ne doivent entraîner aucun lien institutionnel. Le retrait de la demande d'adhésion suisse à l'UE en est la conséquence inévitable. Elle constituerait une première preuve par l'acte que le Conseil fédéral prend au sérieux son mandat constitutionnel.

Or, l'observation des événements actuels nous apprend bien autre chose: la majorité du Conseil fédéral et de l'administration fédérale cherchent à pousser la Suisse dans l'UE; les officiers du DDPS se sentent attirés par l'OTAN et la majorité des politiques veulent adhérer à

l'UE ou du moins à l'EEE. Voilà pourquoi ces milieux ne signeraient jamais les objectifs fixés par la Constitution. Mais ils n'ont pas le courage d'avouer en public leurs véritables intentions. Il est donc plus nécessaire que jamais d'être extrêmement méfiant face aux mesures de politique extérieure.

XIII. La voie de la Suisse

De quoi s'agit-il en réalité concernant tous ces projets et visions qui hantent les esprits en politique et dans les médias? Voyons d'un peu plus près les différentes notions.

Adhésion UE light

Certains nous parlent d'une adhésion à l'UE en utilisant l'image d'un yogourt allégé qui serait plus facile à digérer. Par "light" on entend que la Suisse adhérerait pleinement à l'UE, mais qu'elle conserverait sa monnaie nationale au lieu de reprendre l'euro. Ce ne sont que des rêves – comme d'autres figurant par exemple dans le programme politique du Parti socialiste – car l'UE ne permettrait jamais à un nouveau membre de garder sa monnaie nationale si, comme la Suisse, il satisfait aux critères de stabilité économique (critères de convergence).

Même avec une adhésion light à l'UE la Suisse serait contrainte **de verser 3,5 milliards de francs par an à l'UE; elle y perdrait la majeure partie de sa souveraineté et devrait limiter sensiblement sa démocratie directe**. De surcroît, elle devrait adapter son système fiscal. Rappelons-nous: **le droit UE casse le droit national** – aussi dans la formule "light".

Adhésion à l'EEE

Ce que le peuple suisse a refusé en 1992 ne s'est pas amélioré depuis. Bien au contraire: **l'EEE est toujours un accord de type colonialiste dont les signataires doivent reprendre le nouveau droit UE sans avoir pu participer à sa création. Et le droit UE prime sur le droit national. L'EEE n'a pas de sens si on ne veut pas adhérer par la suite à l'UE**. Comme la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, nous devrions aujourd'hui accepter près de 80% des réglementations UE du marché intérieur. La place financière suisse devrait s'adapter aux règles UE et en subirait de graves dommages.

EEE light

L'idée d'une **version diététique appelée "EEE light"** est également sortie d'un bureau quelconque de l'administration fédérale. Ainsi, la Suisse n'adhérerait pas à l'EEE, mais se soumettrait aux décisions de la cour de justice de l'AELE et serait contrainte de reprendre le droit UE. Il paraît peu vraisemblable que l'UE et les autres Etats membres de l'EEE acceptent un tel statut spécial pour la Suisse. Mais de toute manière, cette variante implique également que la Suisse reprenne le droit UE et perde sa souveraineté.

Accord-cadre

Au **département des affaires étrangères** de Madame Calmy-Rey et dans certaines administrations cantonales on a commencé à parler avec enthousiasme d'un **"accord-cadre"** avec l'UE. Une fois de plus la Suisse serait contrainte de reprendre le droit UE. Cette adhésion à l'UE par la petite porte – car c'est bien de cela qu'il s'agit – devrait être catégoriquement combattue lors d'une votation populaire.

La voie bilatérale

Tout le monde parle aujourd'hui de la fameuse "voie bilatérale". Cela fait bien et cela donne de l'importance. **On a même entendu des politiques et des fonctionnaires d'associations économiques se nommer "bilatéralistes"**. Bilatéral signifie purement et simplement "qui a deux côtés". Depuis 700 ans la Confédération conclut des accords bilatéraux pour sauvegarder ses intérêts et résoudre des problèmes. C'est par ce moyen qu'elle perd le moins de souveraineté – à moins que, comme certains, on se serve de cette voie pour supprimer la souveraineté. Le peuple suisse a approuvé plusieurs fois dans l'urne des accords bilatéraux conclus avec l'UE.

XIV. Les élections décideront

Le motif d'une adhésion à l'UE est l'ambition pour les uns, la petitesse d'esprit est pour les autres: les uns n'acceptent plus que le peuple ait le dernier mot en politique et ont une envie irrésistible de s'asseoir à la table des grands, de s'ébattre sous les flash des photographes et de jouer un rôle en vue; les autres, les pusillanimes, n'ont plus la force et

l'énergie de sa battre pour les intérêts du pays et de son peuple, de surmonter les difficultés; ils préfèrent plier l'échine, céder, abandonner. **Mais les élites politiques savent très bien qu'un débat sur l'adhésion à l'UE ne permet pas d'attirer des électeurs. La machinerie de Bruxelles est actuellement en trop piteux état.** Voilà pourquoi ils cherchent à éviter par tous les moyens un débat sur l'UE, donc en fait à le repousser à plus tard. Mais derrière les coulisses ils préparent fiévreusement le terrain pour l'adhésion à l'UE. **Il est temps de mettre fin à ce double jeu du Conseil fédéral, du Parlement, de l'administration et des partis.**

Une Suisse indépendante et souveraine a une chance d'être plus novatrice, plus apte à entrer en concurrence que la lourde et centraliste UE. Ce constat vaut d'autant plus que les marchés les plus prometteurs se situent aujourd'hui moins dans les pays UE que dans d'autres régions du monde. La liberté et l'indépendance ne représentent certes pas des solutions à tous nos problèmes. Mais ils offrent de bonnes conditions de départ. A l'inverse, une adhésion à l'UE détruirait les piliers de notre Etat, donc la base de notre succès. **Nous devons constamment exposer à la population les conséquences réelles d'une adhésion à l'UE:**

- la fin de la démocratie directe dans tous les domaines importants
- le passage du pouvoir politique aux gouvernants de Berne et de Bruxelles
- l'abandon d'une politique extérieure, de défense et de sécurité indépendante
- l'abandon de la neutralité
- le versement de milliards à l'UE et à ses pays membres en banqueroute virtuelle
- hausse du chômage
- baisse de la prospérité
- baisse des salaires
- augmentation des intérêts sur les dettes et les crédits hypothécaires
- augmentation des impôts, taxes et primes
- doublement de la TVA qui passerait à au moins 15 pour-cent
- abandon du franc suisse
- reprise d'un euro faible, donc baisse de la fortune du peuple
- menace pour la place financière suisse
- contrôle de nos réserves d'or par la Banque centrale européenne
- suppression des contrôles frontaliers
- augmentation de la criminalité

- mise en péril de notre niveau de formation

Que faut-il faire?

- En aucun cas on ne conclura de nouveaux accords avec l'UE qui restreignent notre liberté d'action.
- La Suisse doit enfin retirer la demande d'adhésion déposée à Bruxelles.
- Un franc fort est plus avantageux qu'un franc faible – pour les travailleurs, les épargnants, les rentiers, pour toutes les citoyennes et tous les citoyens.
- Il faut éviter tout nouvel endettement de l'Etat, car il nuit à l'économie et enlève aux consommateurs les moyens d'investir.
- Il faut renforcer le citoyen et non pas l'Etat, donc baisser les impôts, taxes et redevances.
- Entraînant une pression migratoire monstrueuse et offrant l'accès immédiat à nos institutions sociales, la libre circulation des personnes n'est pas supportable et doit être renégociée.
- L'accord de Schengen doit être résilié, car il limite de manière intolérable notre indépendance – comme cela s'est avéré dans l'affaire libyenne – et compromet la sécurité intérieure de la Suisse.
- La Suisse doit résister aux pressions, aux exigences financières pour remplir les caisses vides de l'UE et aux appels à l'harmonisation fiscale.

L'UDC continuera de se battre pour ces objectifs. Elle a une majorité de la population derrière elle dans la question de l'UE et elle doit réussir à conduire ces citoyennes et ces citoyens vers les urnes électorales. Lors des élections législatives cantonales zurichoises au printemps prochain, comme lors des élections au Conseil national et au Conseil des Etats en automne 2011.

Si l'UDC gagne et si les partis cherchant l'adhésion à l'UE perdent, ces derniers seront contraints de revoir leurs positions et d'abandonner leur cap fatal pour la Suisse. Mais pour commencer, il faut remettre de l'ordre au Conseil fédéral. L'UDC a besoin d'un deuxième représentant au gouvernement. **Pour qu'enfin soit représentée au Conseil fédéral cette majorité de citoyennes et de citoyens qui ne veulent pas adhérer à l'UE.**